



Quand le Parlement européen en oeuvre pour soutenir la normalisation avec Israël

Description

Par l'Agence média Palestine, le 7 juin 2023

Au début du mois de juin 2023, une nouvelle initiative visant à soutenir la normalisation diplomatique entre Israël et les pays arabes a été lancée au sein du Parlement européen. Intitulée « Réseau des accords d'Abraham au Parlement européen » (AANEP), un groupe multipartite a été lancé par Roberta Metsola, la présidente du Parlement, avec pour objectif de soutenir le développement et l'élargissement des accords d'Abraham.



La Présidente du Parlement européen, Roberta Metsola, prend la parole lors d'une réception organisée à Bruxelles par l'ambassade d'Israël à l'occasion du 75e anniversaire de l'indépendance d'Israël.

Ces accords sont formés de plusieurs déclarations et traités de normalisation des relations entre Israël et Bahreïn, le Maroc, le Soudan et les Emirats arabes unis. C'est en 2020 que la première déclaration trilatérale a été signée à Washington entre Bahreïn, les Emirats arabes unis et Israël, jetant les bases des accords d'Abraham. Au cours des mois de septembre et d'octobre

de la même année, Israël a signé de nombreux traités bilatéraux avec des pays arabes ayant pour objectif de normaliser leurs relations diplomatiques, militaires et économiques. Le Maroc a par la suite également normalisé ses relations avec Israël (en échange de la reconnaissance par les Etats-Unis de sa souveraineté sur le Sahara occidental), de même que le Soudan. Tout au long de ce processus, l'administration de Donald Trump n'a cessé d'intimider les parties afin de pousser à la négociation et à la conclusion d'accords satisfaisant les intérêts de son allié, Israël.

Le réseau des accords d'Abraham au Parlement européen permet de formaliser un soutien d'ajustement tacite aux accords d'Abraham et leur élargissement. Des initiatives avaient été menées en ce sens au niveau de l'Union européenne, lorsqu'un colloque était tenu en mars 2023 au Parlement européen pour inciter les parlementaires européens à soutenir explicitement les accords d'Abraham et à engager l'Union européenne sur cette question. Au-delà des responsables israéliens présents, ce sont bien les députés européens pro-israéliens qui maintiennent une pression afin que l'Union européenne s'engage franchement dans ces accords.

Le réseau des accords d'Abraham est soutenu par cinq groupes parlementaires, notamment les Verts et le groupe Conservateurs et Réformistes Européens (CRE). En tant que groupe multipartite, il est mené par David Lega (suisse, Parti populaire européen), Nicola Beer (allemande, Parti libéral-démocrate) et Pina Picierno (italienne, Parti démocrate). David Lega et Pina Picierno sont connus pour être de fervents soutiens des politiques israéliennes.

BREAKING NEWS • @EP_President announces the EP Abraham Accords Network! <https://t.co/yvU9ENnD5w>

David Lega (@DavidLega) [May 31, 2023](#)

Si l'Union européenne n'a pas encore pris de position officielle quant aux accords d'Abraham, c'est notamment en raison de l'opposition de certains de ses membres, qui se méfient du fait que le processus de signature ait été fortement impulsé et suivi par l'administration Donald Trump. Les opposants à ces accords estiment également qu'ils normalisent les relations avec des régimes antidémocratiques, comme le Bahreïn et le Maroc qui fait face à de nombreux scandales de corruption. En tout état de cause, le député européen autrichien Lukas Mandl a d'ajustement annoncé que l'Union européenne pourrait être l'initiative d'accords de libre échange avec les pays arabes qui soutiendraient les accords d'Abraham.

Des groupes de lobbying pro-israéliens, comme European coalition for Israel, se sont efforcés et d'ajustement facilités de la création d'un tel réseau.

Le soutien de l'Union européenne à l'élargissement de la normalisation avec Israël enverrait un signal extrêmement grave. En effet, les accords d'Abraham font fi du sort des Palestiniens, de la colonisation illégale et du régime israélien d'apartheid. En s'engageant dans un tel processus de blanchiment des crimes israéliens, c'est sa crédibilité vis-à-vis du droit international que l'Union européenne menacerait.

A ce sujet, lire l'â??[explication des directives anti-normalisation du mouvement BDS](#) Â©laborÃ©es par le ComitÃ© national palestinien.

Tags

1. abraham
2. accords
3. normalisation
4. Parlement europÃ©en

date crÃ©Ã©e

2023/06/07